

INSTRUCTION N° 60-198 - B 3  
du 19 Décembre 1960

CLASSEMENT  
B 3

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
Celle instruction a été abrogée par l'instruction  
n° ..... du .....

APPLICATION DE L'ARTICLE 11  
DE LA LOI N° 56-782 DU 4 AOUT 1956  
PREVOYANT LA GARANTIE  
DES PENSIONS DES ANCIENS FONCTIONNAIRES FRANÇAIS  
DE TUNISIE ET DU MAROC

DOCUMENT A ANNOTER

Instruction n° 60-126 - B 3 du 28 juillet 1960, complétée.

Il a été signalé que la mise en paiement des pensions concédées au titre de la garantie des pensions attribuées par la Caisse marocaine des retraites soulevait des difficultés dans le cas où les retraités, résidant au Maroc où ils perçoivent leur pension chérifienne, demandent l'assignation de la pension française de garantie sur la caisse d'un comptable supérieur autre que le Payeur général auprès de l'Ambassade de France au Maroc.

Le Trésorier général du Maroc a, en effet, indiqué qu'il ne pouvait, en raison de l'interdiction de transfert de fonds édictée par la réglementation marocaine, se

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGS	PGS	TPG	DOM	RF	P	TGA	PGM	TGT
RFA	TOM	CLV	PY	CY	PGA	ACD	PA	

**INSTRUCTION**  
**N° 60-198 - B 3**  
**du**  
**19 décembre 1960**

dessaisir même provisoirement de la fiche A de la pension chérifienne dont la communication au comptable supérieur assignataire de la pension française garantie a été prévue au paragraphe 44 de l'Instruction n° 60-126 - B 3 du 28 juillet 1960 pour permettre :

- d'une part, de déterminer le montant pour lequel la pension garantie doit être suspendue (cf. paragraphes 45 à 48 de l'Instruction) ;
- d'autre part, d'annoter cette fiche de la mention relative à la notification qui doit être faite au comptable supérieur assignataire de la pension française garantie des modifications de taux de la pension locale (cf. paragraphes 50 et 67 de l'Instruction).

En conséquence, et pour pallier les difficultés inhérentes à cet état de choses, il appartient aux comptables supérieurs du Trésor autres que le Payeur général auprès de l'Ambassade de France au Maroc, assignataires des pensions concédées au titre de la garantie prévue par l'article 11 de la loi n° 56-782 du 4 août 1956, de se conformer aux prescriptions suivantes toutes les fois que la pension locale dont bénéficient les retraités résidant au Maroc est payable par un comptable en résidence sur ce territoire :

- 1° Lors de l'envoi au bénéficiaire de la pension garantie nouvellement concédée de la déclaration relative au cumul du modèle n° C 1216 F, il lui est demandé s'il désire percevoir les arrérages de sa pension française de garantie au Maroc.

Dans l'hypothèse où le retraité répondrait à cette demande par l'affirmative, le transfert de la pension garantie serait immédiatement effectué sur la caisse du Payeur général auprès de l'Ambassade de France au Maroc, lequel procéderait alors, dans les conditions indiquées par l'Instruction n° 60-126 B 3 du 28 juillet 1960, à la mise en paiement de la pension garantie ;

- 2° Si l'intéressé, pour un motif quelconque, maintient sa demande d'assignation de la pension garantie dans un territoire autre que le Maroc où il réside, alors que la pension locale dont il bénéficie est payable au Maroc, il lui sera demandé d'annexer à la déclaration relative au cumul, qu'il lui appartient de renvoyer après l'avoir souscrite, les titres de paiement de la pension locale en sa possession ;

- 3° Dès réception de ces documents et au vu des indications qu'ils comportent concernant les bases de liquidation de la pension locale, le comptable supérieur assignataire détermine le montant pour lequel la pension garantie doit être suspendue, conformément aux dispositions et suivant les modalités prévues aux paragraphes 45 à 48 de l'Instruction n° 60-126 - B 3 du 28 juillet 1960.

La remise des titres de paiement de la pension garantie auxquels sont annexés les titres de paiement de la pension locale communiqués par le retraité est effectuée dans les conditions habituelles par l'intermédiaire du Payeur général auprès de l'Ambassade de France au Maroc. Il est annexé à ces titre de paiement, au moment où ils sont rendus à leur titulaire, un avis destiné au retraité pour l'informer de l'obligation qui lui incombe de signaler au comptable supérieur assignataire de la pension française de garantie toutes les modifications qui pourraient éventuellement intervenir dans le montant de la pension locale.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique  
et par délégation du Ministre :

*Le Chef de Service,*  
**R. VÉRON**